

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

QUATRIÈME COMMISSION
11e séance
tenue le
mercredi 23 octobre 1991
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 11e SEANCE

Président : M. FLEMMING (Sainte-Lucie)

SOMMAIRE

Débat général sur les points 19, 99, 101, 12 et 103 de l'ordre du jour :

POINT 19 : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite)

POINT 99 : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 101 : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 12 : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 103 : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite)

Question du Sahara occidental

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/46/SR.11
13 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : Russe

La séance est ouverte à 10 h 40.

Débat général

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite) (A/46/23 (Parties V et VI), A/46/201, 336, 344, 359, 409; A/AC.109/1056 à 1059, 1060 à 1063, 1064 et Corr.1, 1065 à 1067, 1068 et Corr.1, 1069 à 1071, 1073, 1074 et Corr.1, 1075, 1077, 1078, 1079 et Corr.1, 1082; A/AC.109/L.1761; E/1991/116, S/21360 et S/22578)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite) (A/45/23 (Partie IV), chap. VII; A/46/516)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/46/23 (Partie IV), chap. VI; A/46/229; E/1990/72)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite) [A/46/3, chap. I et VII (sect. C)]

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite) (A/46/344; A/46/517)

1. M. AL-BAKER (Qatar), saluant l'admission à l'Organisation des Nations Unies des Etats fédérés de Micronésie et de la République des Iles Marshall, note que cet événement pourrait être l'amorce d'un processus permettant aux peuples des territoires non autonomes restants d'accéder à l'indépendance quel que soit leur système politique, économique et social.
2. L'intervenant souligne qu'il incombe aux membres de la communauté internationale représentés à la Quatrième Commission de demander aux puissances administrantes d'aider les territoires non autonomes à améliorer leur situation économique et sociale et à créer les conditions qui leur permettent d'exercer leur droit à l'autodétermination.
3. Il sait gré aux institutions spécialisées qui coopèrent avec l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies d'aider à appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et fait observer que cette aide doit être poursuivie sur une base plus pragmatique.
4. En ce qui concerne le Sahara occidental, il convient de noter tout particulièrement les efforts faits par le Secrétaire général pour donner effet

(M. Al-Baker, Qatar)

aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ainsi que ceux que déploient l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes pour organiser le référendum qui devrait permettre d'obtenir les résultats attendus dans l'intérêt des parties.

5. Il importe également de faire respecter le principe d'autodétermination en ce qui concerne d'autres territoires, dans la mesure où il s'agit de l'un des droits légitimes de l'homme énoncés dans la Charte des Nations Unies, les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, qui constituent la base des travaux de la Quatrième Commission. En outre, les puissances administrantes doivent communiquer tous renseignements indispensables relatifs aux territoires non autonomes conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

6. L'intervenant note que l'Afrique du Sud se trouve à la croisée des chemins. Les lois d'apartheid, qui nient à la majorité de la population de ce pays la jouissance de ses droits fondamentaux, ont enfin été abrogées. Il s'agit certes là d'une mesure encourageante, mais les événements sanglants qui se sont produits ne laissent pas d'être préoccupants car ils montrent que les autorités sud-africaines ne sont pas disposées à remplir les engagements qu'elles ont pris vis-à-vis de la population, ce qui entrave le démantèlement de l'apartheid dans ce pays et retarde le moment où l'on pourra instaurer une société dans laquelle tous les citoyens jouiront à égalité des droits économiques, politiques et sociaux.

7. Evoquant en conclusion le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le règlement des questions liées aux territoires non autonomes, l'intervenant note la nécessité absolue de soutenir cette Organisation afin qu'elle puisse réaliser l'objectif qui lui a été assigné.

8. M. RICHARDSON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) note que les travaux de la Quatrième Commission restent prisonniers de la rhétorique et des structures du passé. La création d'un groupe de travail chargé d'analyser les travaux du Comité spécial avait fait naître l'espoir que l'on pourrait ainsi augmenter l'efficacité et le degré de concentration avec lesquels le Comité examinait les questions de son ressort. En dépit du fait que les séances officielles du Groupe de travail ont permis d'établir un diagnostic correct sur un certain nombre de points au sujet desquels certaines délégations avaient exprimé des réserves, comme la formulation des résolutions de la Quatrième Commission, la pratique qui consiste à faire des références à des questions sans rapport avec les travaux du Comité et les "mises en cause directes", il ressort des délibérations du Comité que, pour l'instant, les conclusions du Groupe de travail restent dans une large mesure lettre morte. On peut s'en rendre compte en considérant les projets de résolution et de décision soumis par le Comité spécial, lesquels répètent pratiquement ceux de l'année dernière, et les interventions de nombreuses délégations dans le cadre des consultations tenues par les "collègues" du Président.

(M. Richardson, Royaume-Uni)

9. L'intervenant s'arrête en particulier sur trois questions, qu'il juge essentielles. Premièrement, il note que la Quatrième Commission et le Comité spécial sont incapables de faire la différence entre autodétermination et indépendance, ou ne veulent pas la faire. Il est tout à fait illégitime d'identifier l'autodétermination à l'indépendance en oubliant qu'il existe d'autres variantes. A cet égard, il est primordial de tenir compte de la volonté de la population des territoires dépendants. Le Gouvernement britannique s'acquitte avec le plus grand sérieux des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte de développer la capacité des territoires dépendants à s'administrer eux-mêmes et, en collaboration avec les autorités locales élues, de veiller à ce que le cadre constitutionnel de ces territoires réponde aux intérêts et aspirations de leurs populations respectives.

10. Le Royaume-Uni s'emploie également à satisfaire les besoins économiques de la population des territoires dépendants placés sous son administration. A ce propos, l'intervenant appelle l'attention sur le projet de résolution relatif à la question des intérêts économiques étrangers proposé par le Comité spécial, projet dans lequel sont totalement passés sous silence les éléments positifs des activités de ces intérêts économiques étrangers dans les territoires dépendants. S'il n'y étaient pas représentés, la situation de nombreux territoires dépendants serait nettement plus défavorable. A l'appui de cette thèse, l'intervenant donne l'exemple des Bermudes, où le revenu par habitant, grâce aux investissements étrangers et à l'assistance financière internationale, est de 29 100 dollars. Il est grand temps de reconnaître le rôle positif et bénéfique des investissements étrangers, en particulier pour les petits territoires insulaires ne disposant que de ressources financières et naturelles limitées.

11. Un troisième élément doit être signalé. Il s'agit de l'insistance mise par le Comité à examiner des questions sans rapport avec ses travaux. La question de l'apartheid en est l'exemple le plus frappant. Le Gouvernement britannique partage l'avis de tous les autres membres de la Commission quant à la nécessité d'éliminer l'apartheid. Cependant, la Namibie ayant accédé à l'indépendance, il n'y a plus aucune raison d'examiner la question de l'apartheid dans le cadre de la Quatrième Commission. Il n'existe aucun lien entre la situation en Afrique du Sud et les intérêts de territoires non autonomes situés aux antipodes. On ne comprend pas non plus pourquoi le Comité spécial entend préparer un projet de décision sur les activités militaires. Cette question ne figure même pas sur la liste des questions que l'Assemblée générale a renvoyée à la Commission pour examen.

12. L'optique dans laquelle la Quatrième Commission aborde les questions de moins en moins nombreuses inscrites à son ordre du jour ne s'est pas sensiblement modifiée. C'est d'autant plus regrettable que d'importants changements se produisent dans le monde. Il est donc impératif de réorganiser les travaux du Comité afin qu'il tienne davantage compte des changements qui se produisent dans le monde. On n'y parviendra pas en se contentant de

(M. Richardson, Royaume-Uni)

regrouper les résolutions ou les décisions. Il faut mettre un terme à l'examen, dans le cadre de ce comité, des questions relatives à l'apartheid et aux prétendues activités militaires. Il conviendrait d'examiner certaines questions de l'ordre du jour une fois tous les deux ans et de prendre des mesures pour fusionner la Quatrième Commission et le Comité spécial compte tenu du fait que le volume de travail de chacun de ces deux organes n'est pas très important.

13. Mlle OBI (Nigéria) note que le groupe de questions dont est saisie la Quatrième Commission est la base des travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Il convient donc de les examiner avec tout le sérieux qu'elles méritent. La Quatrième Commission a été créée pour examiner les questions de décolonisation et faire octroyer l'indépendance à tous les territoires coloniaux. Toute tentative faite pour réduire l'importance de cette question est gravement préoccupante. On note une tendance à rejeter au second plan l'ordre du jour fondamental à la Commission et à accorder trop d'importance à la question de la rationalisation de ses travaux. L'examen des questions relatives à la rationalisation des travaux ne doit pas conduire à négliger les questions fondamentales dont la Commission est saisie. Les questions de procédure peuvent être examinées entre les sessions.

14. En ce qui concerne le point 19 de l'ordre du jour, l'intervenante note qu'il faut poursuivre l'effort engagé pour éliminer le colonialisme et permettre aux derniers territoires encore non autonomes, indépendamment de leur superficie ou de l'effectif de leur population, d'exercer leur droit à l'autodétermination.

15. L'Organisation des Nations Unies a toujours accordé son aide aux opprimés dans la lutte qu'ils mènent pour la liberté et la dignité. A cet égard, la délégation nigériane sait gré au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à l'Organisation de l'unité africaine d'organiser un référendum au Sahara occidental et appelle les parties intéressées à collaborer pleinement avec le Secrétaire général et à appliquer strictement les dispositions du plan de paix de l'Organisation des Nations Unies afin de résoudre le problème du Sahara occidental.

16. Au nombre des événements positifs qui se sont produits, on peut citer la reprise, sous l'égide du Secrétaire général, des négociations entre le Portugal et l'Indonésie sur la question du Timor oriental; l'accord conclu entre la France et la population indigène de la Nouvelle-Calédonie sur l'organisation d'un référendum en 1998, ainsi que la décision prise par l'Argentine et la Grande-Bretagne de renouer leurs relations diplomatiques. C'est là une mesure importante sur la voie du règlement pacifique du problème des îles Falkland. Il existe d'autres territoires qui ne se sont pas encore vu reconnaître le droit de déterminer leur propre destin. Il ne doit pas y avoir de place dans le nouvel ordre mondial pour le colonialisme et

(Mlle Obi, Nigéria)

l'asservissement de terres étrangères : ce nouvel ordre mondial doit avoir pour caractéristiques fondamentales la liberté de tous les peuples coloniaux et l'octroi de garanties contre l'exploitation économique, l'agression et l'arriération.

17. M. ALVAREZ (Uruguay) dit que l'on est parvenu à la dernière étape du processus de décolonisation. A cet égard, il importe au plus haut point que les organes de l'Assemblée générale, et en particulier le Comité spécial, accordent davantage d'attention au problème des territoires non autonomes. Il faut aider ces territoires à parvenir à l'autodétermination. Il revient à la Quatrième Commission d'indiquer les orientations concrètes des travaux de façon à améliorer au maximum l'efficacité de la façon dont sont examinées les différentes questions soulevées avec l'appui politique des Etats Membres.

18. En ce qui concerne la question du Sahara occidental, l'intervenant dit que l'Uruguay soutient pleinement l'application du plan de paix de l'Organisation des Nations Unies et participe aux activités de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. L'Uruguay a demandé aux parties de s'abstenir de toute action pouvant compliquer l'application de ce plan de paix, qui sera couronné par un référendum.

19. S'agissant de la question de la rationalisation des travaux de la Quatrième Commission, l'intervenant fait observer que l'activité pertinente de la Commission s'accomplit suivant deux modalités, à savoir la modification de la formulation des résolutions et des décisions et le renforcement du système des obligations des puissances administrantes vis-à-vis des territoires non autonomes. S'agissant des nouvelles formulations proposées, l'Uruguay partage l'avis suivant lequel il faut les adapter en fonction de l'évolution de la situation internationale. La même approche nouvelle doit s'appliquer aux obligations des puissances administrantes, qui doivent s'efforcer de les remplir strictement.

20. Bien qu'estimant que le consensus est une forme importante d'adoption des résolutions, la délégation uruguayenne n'appuie pas l'utilisation permanente de la règle du consensus comme méthode générale d'adoption des résolutions par les organes de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans la mesure où elle peut, en dernière analyse, contrevenir aux principes énoncés aux Articles 2 et 18 de la Charte des Nations Unies.

21. M. HADGES (Chypre) dit que la délégation chypriote est d'autant plus sensible aux efforts visant à obtenir l'indépendance des territoires non autonomes conformément aux vœux et aspirations de leur population qu'il y a 30 ans, Chypre s'est elle-même affranchie de la dépendance coloniale. A ce titre, elle est solidaire de tous les peuples qui luttent pour exercer leurs droits imprescriptibles à la liberté et à la dignité humaine.

/...

(M. Hedges, Chypre)

22. La délégation chypriote soutient la position suivant laquelle il faut accorder à tous les territoires non autonomes, indépendamment de leur superficie ou de l'effectif de leur population, la possibilité de satisfaire sans entrave les aspirations de leur population dans le contexte de la démocratie et de la liberté.

23. La délégation chypriote estime que l'élargissement permanent de la coopération contribuera sans aucun doute à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les relations internationales et la cause de la paix dans le monde entier, et salue le rôle important que l'Organisation est appelée à jouer pour instaurer un ordre international plus stable et plus juste. A cet égard, le Comité spécial a un rôle tout particulier à jouer. La délégation chypriote ne partage pas l'avis suivant lequel ses travaux ont souvent un caractère anachronique et ne reflètent pas l'esprit nouveau qui règne dans les relations internationales. Cela dit, il est indispensable de tout faire pour instaurer une atmosphère favorable au consensus et à la coopération et, après avoir étudié les recommandations du Comité spécial, de prendre les mesures de suivi pertinentes.

24. En ce qui concerne la question de la communication par les puissances administrantes, en vertu de l'alinéa g de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, de renseignements relatifs aux territoires non autonomes, l'intervenant fonde l'espoir que la collaboration de ces puissances avec le Secrétaire général et la Quatrième Commission se poursuivra conformément à leurs obligations morales et juridiques.

25. En ce qui concerne la question du Sahara occidental, l'intervenant note que des changements positifs se sont produits récemment, en particulier l'application de l'accord de cessez-le-feu et le déploiement partiel de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. De l'avis de la délégation chypriote, ces événements représentent une étape importante sur la voie d'une solution juste et durable du conflit au Sahara occidental. Toutefois, Chypre a conscience des difficultés soulevées et estime qu'il importe que les parties conviennent que le but ultime est de dégager une solution mutuellement acceptable en organisant un référendum sur la question de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. La Quatrième Commission pourrait apporter une contribution importante à la réalisation de cet objectif en adoptant par consensus une résolution englobant tous les éléments d'une solution juste et durable de la question du Sahara occidental.

26. Mlle NIELSEN (Danemark), s'exprimant au nom des cinq pays scandinaves, dit qu'ils accordent beaucoup d'importance au droit imprescriptible de la population des territoires non autonomes à l'autodétermination conformément à leurs aspirations politiques librement exprimées. Au cours du débat général de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, les pays scandinaves ont invité la Quatrième Commission à adopter, lors de l'examen de la question

(Mlle Nielsen, Danemark)

de la décolonisation, une nouvelle approche constructive. En particulier, ils ont indiqué qu'elle était l'unique instance dont l'écrasante majorité des projets de résolution ne sont pas sujets à remaniement. Si l'on modifiait cette pratique, on pourrait augmenter la productivité des travaux de la Commission, dans l'intérêt de la population des territoires dont la question reste inscrite à son ordre du jour. Les pays scandinaves déplorent qu'on n'ait toujours pris aucune mesure concrète en ce sens. Ils demandent aux Etats Membres de revoir leurs positions afin de dégager une approche constructive de cette question.

27. De l'avis des pays scandinaves, la Quatrième Commission doit impérativement s'adapter à l'évolution de la situation internationale en tenant compte des progrès réalisés. La formulation et le contenu des résolutions doivent être compatibles avec les questions examinées et les changements en cours. Il faut s'efforcer de résoudre les questions touchant les derniers territoires encore non autonomes. Il serait bon de ne plus inclure dans le programme de travail de la Quatrième Commission des questions qui n'ont aucun rapport avec la décolonisation. En particulier, l'accession de la Namibie à l'indépendance a rendu inutile l'examen dans le cadre de la question de la décolonisation du problème de l'apartheid. Aucun des territoires non autonomes ne se heurte au problème de l'apartheid.

28. Les pays scandinaves estiment tout à fait positives les propositions présentées à la session en cours en ce qui concerne la tenue d'un débat général englobant tous les points de l'ordre du jour de la Commission. En outre, ils appuient les vues exprimées sur la question de l'audition de pétitionnaires, et en particulier l'idée d'encourager la pratique d'interventions plus courtes et la possibilité de fournir par écrit des renseignements sur des questions concrètes.

29. Les pays scandinaves souscrivent au projet de résolution d'ensemble sur les petits territoires. A leur avis, il est meilleur que les textes adoptés au cours des années précédentes. Cela dit, les projets dont la Commission est saisie gagneraient à être plus concis et moins répétitifs. On aurait intérêt à éviter toute formulation de nature à susciter des controverses et les mises en cause directes. En ce qui concerne le projet de résolution relatif aux activités des intérêts économiques étrangers, il conviendrait également d'évoquer les effets positifs des investissements étrangers sur l'économie des territoires en question. Ce projet de résolution et d'autres projets traditionnels pourraient très bien être examinés une fois tous les deux ans. Quant au projet relatif aux activités militaires, il ne faut pas le répéter dans sa forme actuelle. Ce projet a été primitivement élaboré compte tenu d'une situation concrète, qui était celle de la Namibie. De l'avis des pays scandinaves, il est à présent complètement dépassé.

30. Mlle MOLEFE (Botswana) dit que bien que la communauté internationale s'occupe d'éliminer le colonialisme depuis 1945, cette lutte n'est pas encore terminée. Le peuple du Sahara occidental a lui aussi droit à

(Mlle Molefe, Botswana)

l'autodétermination et à l'indépendance. Le Botswana a salué l'accord de principe donné par le Maroc et le Front Polisario aux propositions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, dans le cadre de leur mission conjointe de bons offices. Le processus de règlement au Sahara occidental est bien engagé, comme en témoigne l'adoption de la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité. La tenue d'un référendum, qui permettra au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination, est une étape très importante sur la voie d'un règlement juste et durable du conflit au Sahara occidental. La délégation du Botswana demande instamment à toutes les parties prenantes de coopérer pleinement en vue d'un règlement pacifique. Le Botswana réitère son appui aux activités du Secrétaire général et à son représentant spécial.

31. L'intervenante dit que l'oeuvre du Comité spécial de la décolonisation est le résultat des efforts entrepris collectivement par la communauté internationale pour éliminer le colonialisme. De l'avis de la délégation du Botswana, ces efforts collectifs sont indispensables pour faire en sorte que les derniers territoires encore non autonomes parviennent à l'autodétermination.

32. La délégation du Botswana sait bien que chacun des territoires encore non autonomes a ses caractéristiques propres et qu'il faut en tenir compte. A cet égard, elle en appelle avec insistance auprès de toutes les parties intéressées pour qu'elles coopèrent pleinement au processus visant à accorder à ces territoires la possibilité de déterminer leur propre avenir politique.

33. La délégation du Botswana appuie pleinement la proposition tendant à ce que la Quatrième Commission réexamine son approche et ses méthodes d'action compte tenu de l'évolution de la situation internationale. Le Botswana espère sincèrement que le nouvel ordre international donnera à tous ceux qui vivent encore sous le joug du colonialisme de bonnes chances d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

34. Mlle DAPUL (Philippines) dit que sa délégation accueille favorablement l'examen des stratégies qui seront adoptées en ce qui concerne l'examen des besoins des derniers territoires encore non autonomes. Elle juge utile de prendre en considération les vues de tous les membres de la Quatrième Commission afin de dégager un consensus sur tous les projets de résolution et décision dont celle-ci est saisie cette année. A cet égard, les Philippines appuient la décision qu'a prise le Président de poursuivre les consultations avec toutes les délégations.

35. Les Philippines restent fidèles à l'engagement pris collectivement en faveur du développement politique, économique et social des populations des 18 derniers territoires encore non autonomes. Ces territoires - relativement peu importants du point de vue de la superficie, de l'effectif de la

/...

(Mlle Dapul, Philippines)

population et des ressources naturelles - ont des caractéristiques analogues et se heurtent à des problèmes spécifiques. Les Philippines estiment que les principes fondamentaux de la Déclaration demeurent en vigueur et restent applicables à la population des territoires encore dépendants.

36. Les Philippines soulignent l'importance que revêt la coopération entre les puissances administrantes et les organes de l'Organisation des Nations Unies chargés d'organiser la décolonisation. Les Philippines appuient notamment la proposition tendant à envoyer des missions de visite régulières dans les territoires et la communication régulière, dans les délais voulus, d'informations à jour sur les territoires non autonomes par les puissances administrantes au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, comme le prévoit l'alinéa g de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. S'agissant de ces territoires, il faut utiliser une approche qui tienne largement compte des conditions concrètes de chacun des territoires en question, qui ont atteint des stades de développement politique, économique et social et constitutionnel différents. Les Philippines reconnaissent que vu l'interdépendance économique des pays du monde contemporain, les petits territoires insulaires doivent s'en remettre à d'autres pays pour s'assurer un développement durable.

37. S'agissant de la question de la Nouvelle-Calédonie, l'intervenante note que les Philippines sont satisfaites des changements encourageants intervenus dans ce territoire depuis trois ans. Elles constatent qu'on a créé en Nouvelle-Calédonie un nouvel appareil politique qui prévoit un transfert du pouvoir des organes centraux à de nouveaux organes provinciaux. Les Philippines notent également les efforts faits pour instaurer un équilibre politique et économique en vue de la transition à l'autodétermination prévue pour 1998. A cet égard, il faut espérer qu'on sera parvenu d'ici là à jeter les bases de la participation constructive des habitants de la Nouvelle-Calédonie à la vie économique, politique et sociale du territoire.

38. S'agissant de la question du Sahara occidental, Mme Dapul dit que la délégation philippine rend hommage au Secrétaire général et à son Représentant spécial pour les efforts qu'ils déploient pour faire appliquer pleinement les dispositions du plan de l'Organisation des Nations Unies et obtenir la coopération des parties intéressées. Les Philippines appuient pleinement ce processus qui débouchera sur un règlement juste et durable du conflit au Sahara occidental grâce à la tenue d'un référendum sur l'autodétermination.

39. M. VINOGRADOV (Bélarus), se félicitant de l'entrée à l'Organisation des Nations Unies de nouveaux Membres, parmi lesquels la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, dit que depuis l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des dizaines de territoires coloniaux ont accédé à l'indépendance, et que l'Organisation des Nations Unies et ceux de ses services organiques qui s'occupent des questions relatives à la décolonisation ont joué un rôle de premier plan dans ce processus historique.

(M. Vinogradov, Bélarus)

L'accession de la Namibie à l'indépendance a inauguré une nouvelle étape du processus de décolonisation, qui doit déboucher sur l'application pleine et entière, d'ici à la fin du siècle, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance. Il importe au plus haut point de transposer dans d'autres régions l'expérience inestimable accumulée par l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du règlement du problème namibien.

40. L'année écoulée a permis de faire des progrès importants au Sahara occidental et le Bélarus espère que les efforts déployés par l'Organisation et son Secrétaire général pour résoudre ce problème auront toute l'efficacité voulue et que les parties feront preuve de souplesse et de bonne volonté et coopéreront avec l'Organisation.

41. Au sujet des problèmes de la décolonisation, on ne peut pas ne pas aborder des questions aussi fondamentales que les activités économiques et militaires dans les territoires non autonomes. La délégation bélarussienne estime que si elles respectent le principe de l'équité, les activités des intérêts économiques étrangers dans ces territoires sont incontestablement utiles dans la mesure où elles fournissent aux territoires des moyens supplémentaires au service de leur développement social, économique et culturel, ce qui est bien sûr une condition très importante pour parvenir à l'autodétermination. Toutefois, les activités des intérêts étrangers ne doivent pas être à l'abri de tout contrôle, car elles ne pourraient alors qu'aller à l'encontre des intérêts fondamentaux de la population de ces territoires et s'opposer à l'exercice du droit à l'autodétermination.

42. En ce qui concerne les activités militaires menées dans les territoires non autonomes, le Bélarus est convaincu que ces territoires ne doivent pas servir à déployer ou essayer des armes de destruction massive, ni à stocker des déchets nucléaires, chimiques ou autres, car ces pratiques pourraient entraîner des modifications irréversibles de l'environnement.

43. Les efforts constructifs déployés pour perfectionner les méthodes de travail du Comité spécial revêtent une grande importance. De l'avis de la délégation bélarussienne, ces efforts doivent être poursuivis.

44. Depuis quelque temps, certaines délégations ont fait valoir qu'il importait de rationaliser et de rendre plus efficaces les travaux effectués en commun et de tenir davantage compte des nouvelles réalités politiques. Ces déclarations sont fondées et on peut y souscrire. Cela vaut en particulier pour la proposition tendant à fusionner la Quatrième Commission et la Commission politique spéciale, ce qui pourrait se faire dans le cadre de la Quatrième Commission et compte pleinement tenu de l'importance des questions examinées dans le cadre de ces deux organes.

45. M. ZEINELDDIN (République islamique d'Iran) dit qu'au sens où l'entend traditionnellement l'Organisation des Nations Unies, le terme "colonialisme" n'englobe pas les avatars de ce phénomène dans le monde. Du point de vue de l'Organisation des Nations Unies, on ne compte que 18 territoires soumis à la domination coloniale des puissances administrantes. Or, l'existence de territoires ne figurant pas sur cette liste mais se trouvant bien sous la domination coloniale d'un certain nombre de grandes puissances montre bien qu'il y a un problème d'interprétation et qu'il est urgent de redéfinir le colonialisme.

46. Depuis la fin de la dernière session de l'Assemblée générale, la communauté internationale est parvenue à remporter certains succès dans le domaine de la décolonisation. C'est ainsi que le Comité spécial a réexaminé son mandat et réorganisé ses travaux; contrairement à la pratique suivie les années précédentes, où des résolutions distinctes étaient adoptées concernant chacun des territoires en question, une résolution d'ensemble a été adoptée par consensus; on a fusionné les deux sous-comités - celui des petits territoires et celui des pétitions, de l'information et de l'assistance. En outre, le Comité a remanié la formulation d'une série de résolutions qu'il avait adoptées.

47. Le Comité n'a pas encore réalisé des objectifs comme ceux qui consistent à rétablir la pratique des missions de visite régulières dans les territoires et à faire en sorte que les puissances administrantes communiquent dans les délais voulus des informations à jour sur les territoires placés sous leur administration. La question de l'envoi de missions de visite, soulevée dans le rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1756), a été reprise dans les conclusions officieuses tirées des comptes rendus des séances officieuses de la Quatrième Commission et dans la proposition officieuse formulée par l'actuel Président de cet organe.

48. L'intervenant note également que les participants à la Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Accra, ont fait tenir au Secrétaire général leur propre proposition relative à un plan d'action pour l'élimination du colonialisme. On y rappelle qu'il serait bon que le Secrétaire général ou son Représentant spécial se rende dans les meilleurs délais, pendant la décennie en cours, dans chacun des territoires en question. Cette proposition aborde également d'autres questions essentielles comme le rôle important que le Comité spécial et la Quatrième Commission peuvent jouer dans le processus de mise en oeuvre de ce plan d'action, ainsi que la nécessité pour les puissances administrantes de coopérer plus largement avec le Comité spécial dans ce domaine.

49. La délégation de la République islamique d'Iran espère que la communauté internationale pourra réaliser pendant la décennie en cours l'objectif consistant à éliminer le colonialisme. Parmi les mesures prioritaires à prendre, l'Organisation des Nations Unies devrait lancer un appel aux

(M. Zeinelddin, Rép. islamique d'Iran)

puissances administrantes actuelles pour qu'elles fournissent un calendrier réaliste concernant l'autodétermination de chacun des territoires coloniaux de leur ressort, conformément aux principes et à la pratique de l'Organisation des Nations Unies.

50. En ce qui concerne la question du Sahara occidental, l'intervenant dit que la meilleure décision concernant le peuple du Sahara occidental est la mise en oeuvre du plan qui doit guider l'action de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, établie par la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité. Le cessez-le-feu, entré en vigueur le 6 septembre 1991, représente une autre réalisation qui doit être suivie par d'autres mesures, tandis que les parties intéressées doivent respecter les principes du plan.

51. En conclusion, l'intervenant souligne qu'il est nécessaire de mettre en oeuvre dans le cadre de la Quatrième Commission une coopération encore plus constructive pour régler définitivement le problème de la décolonisation. A cette fin, les puissances administrantes doivent continuer à tenir des consultations avec la Quatrième Commission et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci, à son tour, doit élaborer des mesures efficaces et opérantes dans le cadre des futures initiatives qui seront prises pendant la décennie en cours pour éliminer le colonialisme. A cet égard, il faut définir les orientations fondamentales du processus de décolonisation dans les territoires non autonomes, comme l'assistance en vue de la création des conditions politiques et économiques indispensables pour accélérer les progrès de la population des territoires vers l'autodétermination, et le perfectionnement des mécanismes permettant de garantir aux nouveaux Etats les ressources, l'appui et une authentique solidarité internationale, en particulier lors des premières étapes de leur existence indépendante.

52. M. MASCARENHAS (Cap-Vert) dit que de nos jours, les relations internationales subissent des mutations importantes : les normes, principes, valeurs, intérêts et stratégies sont remaniés. D'un autre côté, malgré les abondants discours sur les droits et libertés fondamentales et sur l'égalité des peuples et leur droit à l'autodétermination, le monde continue à assister comme spectateur passif aux violations de ces droits et libertés dans différentes régions. Il n'y a aucun doute que la situation au Timor oriental est l'une des questions typiques de décolonisation.

53. M. SRIWIDJAJA (Indonésie), soulevant un point d'ordre, dit que la mention par le représentant du Cap-Vert de la question du Timor oriental va à l'encontre de ce qui est indiqué dans le rapport du Bureau (A/46/250), suivant lequel l'examen de cette question a été reporté à la quarante-septième session de l'Assemblée générale. L'intervenant prie le Président de rappeler au représentant du Cap-Vert la nécessité de s'en tenir à l'ordre du jour.

/...

54. Le PRESIDENT prie le représentant du Cap-Vert de poursuivre son intervention, en tenant compte de la déclaration qui vient d'être faite.

55. M. MASCARENHAS (Cap-Vert), poursuivant son intervention, dit que l'histoire de l'occupation du Timor oriental est connue de tous. La volonté du peuple du Timor d'assumer son destin à l'abri de toute tutelle et domination coloniales s'est cristallisée dans la lutte armée qu'il mène depuis de nombreuses années, ainsi que dans le refus de coopérer avec les autorités coloniales. La question du Timor oriental a figuré pendant de nombreuses années à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, en attendant d'être réglée. De l'avis de l'intervenant, le moment est venu pour l'Organisation des Nations Unies d'aider le peuple du Timor à exercer son droit à l'autodétermination. Une solution pacifique, juste et démocratique de cette question ne pourra être trouvée que si la volonté du peuple du Timor oriental peut s'exprimer librement par le moyen d'un référendum organisé et supervisé par l'Organisation des Nations Unies.

56. M. SRIWIDJAJA (Indonésie), soulevant un point d'ordre, rappelle qu'il est inadmissible d'évoquer la question du Timor oriental dans le cours du débat que la Quatrième Commission mène sur un point différent de l'ordre du jour.

57. M. JESUS (Cap-Vert), soulevant un point d'ordre, dit partager l'avis du représentant de l'Indonésie suivant lequel la question du Timor oriental n'a pas à être examinée, dans le cadre de la Quatrième Commission, en tant que point distinct de l'ordre du jour, dans la mesure où cet examen a été reporté à la quarante-septième session de l'Assemblée générale, ceci afin de permettre au Secrétaire général de définir les modalités d'une solution à ce problème. Néanmoins, l'absence de ce point à l'ordre du jour de la session en cours ne signifie absolument pas que lorsque l'on examine les problèmes de décolonisation, les délégations ne puissent pas en faire état. L'intervenant demande pour le représentant de la délégation du Cap-Vert la possibilité d'achever son intervention.

58. M. MASCARENHAS (Cap-Vert), poursuivant son intervention, dit que l'expérience récente de l'action entreprise conjointement par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour restaurer le Koweït dans sa souveraineté a prouvé sans équivoque que l'Organisation des Nations Unies était capable de faire respecter les principes et normes de la Charte des Nations Unies. Ces Etats peuvent jouer un rôle aussi important pour résoudre la question du Timor oriental. En outre, la délégation du Cap-Vert estime que tous les efforts supplémentaires que pourrait faire l'Organisation des Nations Unies, et en particulier son Secrétaire général, seraient les bienvenus. Elle espère qu'à la lumière des valeurs du nouvel ordre mondial, la question du Timor oriental se verra accorder dans le cadre de l'ordre du jour de l'Organisation l'importance qu'elle mérite.

(M. Mascarenhas, Cap-Vert)

59. Le Cap-Vert suit avec espoir le processus de paix en cours au Sahara occidental et appuie pleinement les efforts entrepris dans ce domaine par le Secrétaire général. Ce problème ne pourrait être résolu sans l'entière coopération des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies intéressés, et en particulier leurs représentants sur le terrain. Dans ce contexte, il s'avère fondamental d'assurer la transparence de toutes les initiatives. Les engagements pris doivent être respectés de façon que le plan soit exécuté tel qu'il a été approuvé par le Conseil de sécurité.

60. M. IBÁÑEZ (Bolivie) dit que le fait que l'Organisation des Nations Unies compte trois fois plus de membres que l'année de sa création montre bien à quel point elle a été efficace dans le domaine de la décolonisation. La communauté internationale ne doit pas oublier qu'elle a le devoir de faire respecter strictement par les puissances administrantes les dispositions de l'Article 76 de la Charte. Il faut également tenir compte des conditions propres à chaque territoire et des aspirations librement exprimées des populations intéressées, et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cette façon de poser le problème permet de déterminer les droits et devoirs devant réglementer au niveau international la coexistence pacifique entre les Etats et, au niveau national, les relations entre les habitants de chacun des Etats qui accèdent à la liberté. Afin de réaliser cet objectif, il faut envoyer plus régulièrement que par le passé des missions de visite dans les territoires en question. Il faut contrôler de plus près la qualité des renseignements qui sont fournis à la population indigène sur le potentiel représenté par leurs ressources naturelles et sur les modes d'exploitation et de gestion de ces ressources. Il faut également assurer la préservation de l'environnement en interdisant toute utilisation des territoires sous tutelle à des fins criminelles, par exemple la contrebande de drogues ou le blanchiment du produit de leur vente. Il faut également contrôler la juste distribution des terres arables et veiller à ce que les autorités locales aient suffisamment de poids pour condamner l'utilisation des territoires sous tutelle aux fins d'essais nucléaires et d'essais d'armes équipées d'ogives nucléaires.

61. La Bolivie espère qu'en l'an 2000 les derniers vestiges du colonialisme auront été éliminés. La longueur du processus de décolonisation et le petit nombre de territoires encore non autonomes expliquent la présentation d'une proposition qui, tout en étant financièrement rationnelle, ne répond pas aux exigences d'une transition ordonnée vers l'indépendance. Aussi la délégation bolivienne estime-t-elle qu'il ne faudrait pas conclure hâtivement les travaux en adoptant n'importe quelle résolution d'ensemble, mais de conserver la méthode qu'on a utilisée jusqu'ici, laquelle repose sur l'étude complète des progrès réalisés dans chaque territoire, comme l'énoncent les Articles 87 et 88 de la Charte.

62. En ce qui concerne certaines critiques qui ont été faites concernant les recommandations du Comité spécial, la délégation bolivienne ne peut les reprendre à son compte. Les erreurs ou les atermoiements ne diminuent en rien

/...

(M. Ibañez, Bolivie)

l'importance des progrès accomplis. Certes, on n'a pas vraiment avancé en ce qui concerne des questions dont la solution semblait si proche. Par exemple, s'agissant du Sahara occidental, le retard apporté à l'organisation du référendum s'explique, comme on le conçoit, par l'absence de listes d'électeurs appropriées. Leur mise à jour et la vérification de leur authenticité sont des éléments de l'accord conclu entre les parties. Mais il est d'autant plus difficile de déterminer quels sont les Sahraouis qui sont habilités à voter lors du référendum que la guerre civile a entraîné une migration importante d'une population qui avait déjà de toute façon un mode de vie nomade. Néanmoins, il faut espérer que les efforts du Représentant du Secrétaire général permettront de lever les obstacles à l'exécution du mandat exposé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 621 (1988) et 690 (1991).

63. Dans le projet de décision intitulé "Question de Pitcairn" [A/46/23 (Partie VI)] s'est glissée une contradiction patente d'ordre contextuel. Dans ce projet de décision, "l'Assemblée générale réaffirme qu'il incombe à la Puissance administrante de promouvoir le développement économique et social du territoire" et "prie instamment cette dernière de continuer à respecter le mode de vie très particulier que la population du territoire a choisi et de préserver, favoriser et protéger ce mode de vie", sans tenir compte du fait que souvent, les habitudes ne découlent pas d'un choix délibéré, mais perpétuent des pratiques héritées du passé qui ne font pas toujours bon ménage avec le respect des droits de l'homme et avec les préoccupations suscitées par la condition de la femme, des enfants et des personnes âgées. Il ne faut pas oublier que le mode de vie de la population, pour ce qui est en particulier de l'alimentation, l'intégrité physique, le respect de la personne et l'organisation des loisirs, ne répond pas toujours aux exigences du développement social. En ce qui concerne la question des Samoa américaines, les statistiques de la population ne tiennent pas compte des 80 000 Samoans résidant aux Etats-Unis.

64. S'agissant du rapport du Président du Conseil économique et social (E/1991/116) sur les mesures de coordination de l'assistance que les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies accordent aux territoires non autonomes, il convient de noter que cette assistance provient non seulement des organismes des Nations Unies, mais aussi d'institutions comme la CARICOM ainsi que des pays ayant des liens traditionnels avec la région où se trouve tel ou tel territoire.

65. Le PRESIDENT informe les membres de la Commission qu'une délégation souhaite exercer son droit de réponse, et il rappelle les dispositions du règlement applicables à ce type d'intervention.

66. M. SRIWIDJAJA (Indonésie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il ne conteste pas l'opinion exprimée par le représentant du Cap-Vert suivant

(M. Sriwidjaja, Indonésie)

laquelle, lorsqu'elles examinent les questions de la décolonisation, les délégations ont le droit d'aborder dans leurs interventions n'importe quel thème de discussion. Mais cela ne s'applique pas au problème du Timor oriental. Le processus de décolonisation de ce territoire a été réalisé conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale. Par la suite, le 17 juillet 1976, le Timor oriental a été officiellement rattaché à la République d'Indonésie en tant que vingt-septième province. La délégation indonésienne réitère que l'examen de cette question par la Quatrième Commission est déplacé et pourrait constituer une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Comme on le conçoit, toute référence à la prétendue question du Timor oriental ne contribue pas à créer une atmosphère favorable à la visite du Timor oriental par la délégation portugaise.

67. M. MASCARENHAS (Cap-Vert), exerçant son droit de réponse, déclare que les membres de la Commission ne doutent pas que le problème du Timor oriental a un rapport direct avec le sujet de la décolonisation. A ce titre, l'Organisation des Nations Unies a compétence pour l'examiner et si la délégation indonésienne estime qu'il relève uniquement de la compétence de l'Indonésie, il serait bon que les représentants des Etats ici présents se prononcent sur le bien-fondé d'une telle déclaration.

68. M. SRIWIDJAJA (Indonésie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il ne voulait que réaffirmer la position de sa délégation, qui est suffisamment claire.

Question du Sahara occidental

69. Le PRESIDENT informe les membres de la Commission que Chypre se porte coauteur du projet de résolution A/C.4/46/L.2 relatif à la question du Sahara occidental.

70. M. BENJELLOUN (Maroc) dit qu'il aimerait savoir si des Etats ont décidé de ne plus figurer parmi les coauteurs de ce projet.

71. Le PRESIDENT répond en disant que conformément à la procédure établie, on publiera un rectificatif au projet de résolution A/C.4/46/L.2, dans lequel figurera la liste mise à jour des auteurs du projet.

La séance est levée à 12 h 30.